

Message Text

PAGE 01 STATE 260708
ORIGIN AF-10

INFO OCT-01 EUR-12 ISO-00 SSO-00 NSCE-00 INRE-00 SS-15
SP-02 PM-05 INR-07 AID-05 OMB-01 L-03 H-01
ACDA-12 MCE-00 COME-00 /074 R

DRAFTED BY AF/W:MCEATON:JWM
APPROVED BY AF/W:TWMSMITH
-----037139 010515Z /15

O R 010013Z NOV 77
FM SECSTATE WASHDC
TO AMEMBASSY NDJAMENA IMMEDIATE
INFO AMEMBASSY PARIS
CIA
NSA
DOD
TREASURY

C O N F I D E N T I A L STATE 260708

E.O. 11652: XGDS-3

TAGS: MASS, CD, US

SUBJECT: MILITARY ASSISTANCE TO CHAD

REF:A.STATE 257122; B. NDJAMENA 3769

1. FOLLOWING IS THE FRENCH TRANSLATION OF THE PAPER
TRANSMITTED TO CHADIAN FOREIGN MINISTER KAMOUGUE (REFTEL):

2. COVER LETTER. BEGIN TEXT:

MONSIEUR LE MINISTRE,

JE VOUS PRIE DE TROUVER CI-JOINT UN DOCUMENT QUI RESUME
LES POINTS ESSENTIELS DE NOTRE REUNION DU 19 OCTOBRE
CONFIDENTIAL

PAGE 02 STATE 260708

ET PASSE EN REVUE LES MOYENS POSSIBLES D'ACQUISITION
D'EQUIPEMENT MILITAIRE AMERICAIN QUI S'OFFRENT ACTUELLE-
MENT AU GOUVERNEMENT DU TCHAD.

VEUILLEZ AGREER, MONSIEUR LE MINISTRE, LES ASSURANCES DE
MA TRES HAUTE CONSIDERATION.

PHILIP C. HABIB

SON EXCELLENCE

LE LIEUTENANT-COLONEL WADAL ABDELKADER KAMOUGUE
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION
DE LA REPUBLIQUE DU TCHAD END TEXT.

3. SUMMARY PAPER WITH FIVE ATTACHMENTS. BEGIN TEXT:

RESUME DES ENTRETIENS DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
KAMOUGUE ET DU SOUS-SECRETAIRE D'ETAT HABIB, LE 19
OCTOBRE 1977

M. HABIB, SOUS-SECRETAIRE D'ETAT, A RENCONTRE M. WADAL
ABDELKADER KAMOUGUE, MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
DU TCHAD, LE 19 OCTOBRE 1977 A WASHINGTON. LE MINISTRE
KAMOUGUE ETAIT ACCOMPAGNE DE M. PIERRE TOURA GABA,
AMBASSADEUR DU TCHAD AUPRES DES ETATS-UNIS, DE
M. BOUKAR-ABDUL, SECRETAIRE PERMANENT AUX AFFAIRES
ETRANGERES DU TCHAD, ET DE M. OUANGMUTCHING, AMBASSADEUR
DU TCHAD EN EGYPT. MM. WILLIAM C. HARROP, SOUS-
SECRETAIRE D'ETAT ADJOINT, ET MARK C. EATON, CHARGE DES
AFFAIRES DU TCHAD, ASSISTAIENT EGALEMENT A LA REUNION.

M. KAMOUGUE, MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, A DECLARE
QUE LE PRESIDENT MALLOUM LUI A CONFIE LA MISSION DE
CONFIDENTIAL

PAGE 03 STATE 260708

RECHERCHER UN ECLAIRCISSEMENT DE L'ENGAGEMENT DES ETATS-
UNIS A AIDER LE TCHAD A RETABLIR SON INTEGRITE TERRI-
TORIALE. LE MINISTRE A INDIQUE QUE LE TCHAD AVAIT COMPRIS
QUE LES ETATS-UNIS AIDERAIENT LE TCHAD SUR LA BASE D'UN
DON A LA SUITE DU VOYAGE EFFECTUE AUX ETATS-UNIS EN
JUILLET DERNIER PAR LE VICE-PRESIDENT DJIME. LE TCHAD
AVAIT PENSE QU'IL RECEVRAIT UNE AIDE SOUS FORME DE DON

DE CERTAINS ARTICLES ET EN OBTIENDRAIT D'AUTRES PAR LE
TRUCHEMENT DE PAYS TIERS SUR LA BASE D'UN DON. LE TCHAD
AVAIT DRESSE LA LISTE DETAILLEE DE SES BESOINS SPECIFIQUES
ET L'AVAIT PRESENTEE AU GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS. TROIS
MOIS SE SONT MAINTENANT ECOULES ET LE TCHAD N'A PAS ENCORE
RECU D'AIDE MILITAIRE DE LA PART DES ETATS-UNIS. LE
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES A INDIQUE QUE LE
TCHAD S'ETAIT ATTENDU A RECEVOIR POUR LE MOINS UNE REPONSE
MINIMALE A SA DEMANDE.

LE SOUS-SECRETAIRE D'ETAT HABIB A SOULIGNE QUE LUI,
PERSONNELLEMENT, ET LES ETATS-UNIS SYMPATHISENT AVEC LE
TCHAD EN CE QUI CONCERNE LES DIFFICULTES RENCONTREES PAR
CE PAYS. LE TCHAD A DE NOMBREUX AMIS QUI, COMME LES
ETATS-UNIS, REGRETTENT LES SOUFFRANCES ET L'INJUSTICE
QUI SE SONT PRODUITES. LES ETATS-UNIS AGISSENT DANS
LE MEILLEUR ESPRIT QUANT A LEURS EFFORTS EN VUE D'AIDER
LE TCHAD; TOUTEFOIS, EN VERTU DE LA LEGISLATION DES
ETATS-UNIS, IL Y A DES LIMITES A CE QUI EST POSSIBLE. LES

ETATS-UNIS REGRETTENT LE MALENTENDU QUI S'EST PRODUIT QUANT A L'ASSISTANCE SOUS FORME DE DON. TOUTEFOIS, COMME EN A ETE INFORME LE VICE-PRESIDENT DJIME, UNE TELLE ASSISTANCE N'EST PAS POSSIBLE EN L'ABSENCE D'UNE LEGISLATION SPECIFIQUE DE LA PART DU CONGRES. LES ETATS-UNIS ESTIMENT QU'IL EST MAINTENANT NECESSAIRE D'ALLER DE L'AVANT SUR LA BASE DES FAITS ACTUELS. LES ETATS-UNIS ONT ENCOURAGE DES PAYS TIERS A PRENDRE EN CONSIDERATION LES DEMANDES DU TCHAD VISANT LE FINANCEMENT OU LA CESSION
CONFIDENTIAL

PAGE 04 STATE 260708

D'EQUIPEMENT AMERICAIN, ETANT DONNE QUE LES PAYS EN QUESTION ONT SOUVENT MOINS DE RESTRICTIONS QUE LES ETATS-UNIS EN CE QUI CONCERNE LA FOURNITURE D'EQUIPEMENT. LE TCHAD A ETE INVITE INSTAMMENT A APPROCHER DIRECTEMENT CES PAYS ET A ETE ASSURE DE L'APPUI DES ETATS-UNIS DANS SES EFFORTS. M. HABIB A INDIQUE QU'IL SYMPATHISAIT PERSONNELLEMENT AVEC LA POSITION DIFFICILE DU TCHAD ET QU'IL PROCEDERAIT LUI-MEME A UNE REVISION DES PROBLEMES D'ASSISTANCE MILITAIRE AMERICAINE, BIEN QU'IL NE PUISSE EN GARANTIR LES RESULTATS.

AFIN D'ETRE PRECIS ET D'EVITER TOUS NOUVEAUX MALENTENDUS, M. HABIB A OFFERT DE DRESSER LA LISTE DES OPTIONS QUI S'OFFRENT MAINTENANT AUX ETATS-UNIS ET AU TCHAD ET D'INDIQUER LES DETAILS DE CES OPTIONS. LES OPTIONS D'ASSISTANCE MILITAIRE DONT DISPOSENT ACTUELLEMENT LES ETATS-UNIS ET LE TCHAD SONT LES SUIVANTES:

-- ASSISTANCE MILITAIRE SOUS FORME DE DON. IL N'EST PAS POSSIBLE EN VERTU DE LA LEGISLATION AMERICAINE EXISTANTE DE CEDER DE L'EQUIPEMENT MILITAIRE AU TCHAD A TITRE DE DON ET LA LOI AMERICAINE DOIT ETRE RESPECTEE SUR CE POINT. LES ETATS-UNIS CROIENT COMPRENDRE QUE LE TCHAD AVAIT ESPERE RECEVOIR UNE ASSISTANCE MILITAIRE SOUS FORME DE DON ET REGRETTENT QUE CE MALENTENDU SE SOIT PRODUIT. IL EST TOUTEFOIS IMPERATIF MAINTENANT QUE LES ETATS-UNIS ET LE TCHAD PROCEDENT SUR LA BASE DES FAITS TELS QU'ILS EXISTENT -- L'ASSISTANCE MILITAIRE SOUS FORME DE DON N'EST PAS POSSIBLE.

-- CESSION PAR D'AUTRES PAYS. LA CESSION D'EQUIPEMENT
CONFIDENTIAL

PAGE 05 STATE 260708

MILITAIRE D'ORIGINE AMERICAINE FAISANT PARTIE DES STOCKS D'AUTRES PAYS REPRESENTA LA MANIERE LA PLUS EXPEDITIVE DE REpondre AUX BESOINS URGENTS DU TCHAD. LE MECANISME DE CETTE METHODE EST ASSEZ

SIMPLE ET LES DELAIS SONT RELATIVEMENT COURTS.
(PIECE JOINTE NO 1)

LORS DE L'EXAMEN DE LA LISTE (DATEE DU 21 SEPTEMBRE) REMISE PAR LE TCHAD QUANT A L'EQUIPEMENT MILITAIRE NECESSAIRE D'URGENCE, LES ETATS-UNIS ONT NOTE QUE DE NOMBREUX ARTICLES EXISTENT DANS D'AUTRES PAYS AMIS. L'AMBASSADEUR BRADFORD A TRANSMIS AU GOUVERNEMENT DU TCHAD UNE LISTE DE PAYS DETENANT DANS LEURS STOCKS L'EQUIPEMENT D'ORIGINE AMERICAINE DESIRE PAR LE TCHAD.
(PIECE JOINTE NO 2)

COMME LE TCHAD LE SAIT, LES ETATS-UNIS SE SONT MIS EN RAPPORT AVEC PLUSIEURS PAYS AMIS (EGYPTE, FRANCE, IRAN, JORDANIE, MAROC, ARABIE SAOUDITE ET SOUDAN) AU COURS DU MOIS DE SEPTEMBRE EN VUE D'ENCOURAGER LEURS GOUVERNEMENTS A REPONDRE AUX DEMANDES D'ASSISTANCE DU TCHAD. SI LE TCHAD LE DESIRE, LES ETATS-UNIS ENTRERONT EN CONTACT A NOUVEAU AVEC LES GOUVERNEMENTS SUSCEPTIBLES D'ETRE DONATEURS AFIN DE RECOMMANDER UNE REACTION POSITIVE ET APPROUVERONT LES CESSIONS D'ARMES QUI SONT, DE L'AVIS DES ETATS-UNIS, NECESSAIRES ET APPROPRIEES.

-- PROGRAMME DE VENTES MILITAIRES A L'ETRANGER (FMS). A LA SUITE DE LA VISITE DU VICE-PRESIDENT DJIME A WASHINGTON, LE PRESIDENT CARTER A DECLARE LE TCHAD ADMISSIBLE A L'ACHAT D'EQUIPEMENT MILITAIRE PAR LE TRUCHEMENT DES ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS AU TITRE DU PROGRAMME DE VENTES
CONFIDENTIAL

PAGE 06 STATE 260708

MILITAIRES A L'ETRANGER (FMS). SI LE TCHAD DESIRE FAIRE L'ACHAT D'EQUIPEMENT MILITAIRE PAR LA VOIE DES ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS, LES ETATS-UNIS CONVIENDRONT DE LA VENTE DES ARMES QUI SONT, DE L'AVIS DES ETATS-UNIS, NECESSAIRES ET APPROPRIEES. LA LIVRAISON DE CET EQUIPEMENT, TOUTEFOIS, POURRAIT SE TROUVER RETARDEE PAR LES DISPOSITIONS LEGALES QUI DOIVENT ETRE RESPECTEES (PIECE JOINTE NO 3), ET PAR LE FAIT QUE LA PLUPART DES ARTICLES NE SONT PAS DISPONIBLES A PARTIR DES STOCKS.

ETANT DONNE QUE LES ETATS-UNIS NE SONT PAS EN MESURE DE FINANCER L'ACQUISITION D'EQUIPEMENT MILITAIRE PAR LE TRUCHEMENT DES ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS, LE TCHAD DEVRA TROUVER UN PAYS AMI DESIREUX D'AIDER LE TCHAD A PAYER L'EQUIPEMENT DEVANT ETRE ACHETE. SI LE TCHAD LE

SOUHAITE, LES ETATS-UNIS SE METTRONT A NOUVEAU EN RAPPORT AVEC LES GOUVERNEMENTS QUI POURRAIENT ETRE DONATEURS EN VUE DE LES INCITER A CONSIDERER AVEC BIENVEILLANCE LES DEMANDES DU TCHAD.

-- FINANCEMENT DE VENTES MILITAIRES A L'ETRANGER (FMS). LES ETATS-UNIS EXAMINERONT LA POSSIBILITE D'ACCORDER AU TCHAD UN FINANCEMENT FMS AUX FINS D'ACHAT D'EQUIPEMENT MILITAIRE AMERICAIN PAR LE TRUCHEMENT DES ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS. (PIECE JOINTE NO 4). TOUTEFOIS, L'ETABLISSEMENT D'UN NOUVEAU PROGRAMME DE FINANCEMENT FMS IMPLIQUE DES DELAIS CONSIDERABLES; CES PROGRAMMES SONT PRESENTES AU CONGRES ANNUELLEMENT. LA REVISION DU PROGRAMME APPROUVE PAR LE CONGRES EST UNE CONFIDENTIAL

PAGE 07 STATE 260708

PROCEDURE QUI DEMANDE DU TEMPS.

LE FINANCEMENT FMS NE PEUT ETRE UTILISE QUE POUR L'ACHAT D'UN EQUIPEMENT SPECIFIQUE APPROUVE PAR LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS ET LE TCHAD DEVRA PRESENTER UNE LISTE SPECIFIQUE AUX FINS D'EXAMEN AU TITRE DU PROGRAMME DE FINANCEMENT FMS. LES ETATS-UNIS CONVIENDRONT DE LA VENTE DES ARMES QUI SONT, DE L'AVIS DES ETATS-UNIS, NECESSAIRES

-- VENTES COMMERCIALES. LE TCHAD PEUT EGALEMENT ACHETER DE L'EQUIPEMENT MILITAIRE DIRECTEMENT AUPRES DES MANUFACTURES D'ARMES AMERICAINES. (PIECE JOINTE NO 5) LES ETATS-UNIS CONVIENDRONT D'ACCORDER UNE LICENCE POUR LA VENTE DES ARMES QUI SONT, DE L'AVIS DES ETATS-UNIS, NECESSAIRES ET APPROPRIEES.

DANS LE CAS DE VENTES COMMERCIALES, QUI POURRAIENT ETRE PLUS COUTEUSES QUE LES VENTES FMS DIRECTES PAR LA VOIE DES ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS, LE TCHAD DEVRA EGALEMENT TROUVER UN AUTRE PAYS AMI POUR LE FINANCEMENT DES VENTES.

PIECES JOINTES:

1. CESSIONS PAR D'AUTRES PAYS
2. SOURCES POSSIBLES D'EQUIPEMENT MILITAIRE D'ORIGINE AMERICAINE SOLLICITEES PAR LE GOUVERNEMENT DU TCHAD
3. PROGRAMME DE VENTES MILITAIRES A L'ETRANGER (FMS)
4. FINANCEMENT DE VENTES MILITAIRES A L'ETRANGER (FMS)
5. VENTES COMMERCIALES

PIECE JOINTE NO 1 - CESSIONS PAR D'AUTRES PAYS

L'EXPRESSION "CESSION PAR DES TIERCES PARTIES" EST
CONFIDENTIAL

PAGE 08 STATE 260708

EMPLOYEE POUR DECRIRE LA CESSION D'ARTICLES DE DEFENSE
D'ORIGINE AMERICAINE, DE FORMATION OU DE SERVICES PAR
UN GOUVERNEMENT ETRANGER, OU UNE ORGANISATION INTERNA-
TIONALE, A UN AUTRE. LA PROCEDURE APPLIQUEE PAR LE
GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS A L'EXAMEN DES CESSIONS
A PARTIR D'AUTRES PAYS DEPEND DE LA QUESTION DE SAVOIR
SI L'ARTICLE CONCERNE A ETE INITIALEMENT FOURNI PAR LE
GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS AU TITRE DES VENTES MILITAIRES
A L'ETRANGER (FMS) OU AU TITRE DU PROGRAMME D'ASSISTANCE
MILITAIRE (MAP), OU PAR DES ENTREPRISES COMMERCIALES
AMERICAINES A TITRE PUREMENT COMMERCIAL.

ESSENTIELLEMENT, LES DEMANDES DE "CESSION PAR DES
TIERCES PARTIES" SONT ACHEMINEES DE LA MANIERE SUIVANTE:

1. LE PAYS CEDANT DOIT DEMANDER L'AUTORISATION DES
ETATS-UNIS D'EFFECTUER LA CESSION. LE GOUVERNEMENT DES
ETATS-UNIS NE PEUT APPROUVER LA CESSION D'ARTICLES QU'IL

N'ACCEPTerait PAS EN PRINCIPE DE VENDRE LUI-MEME DIRECTE-
MENT AU PAYS CESSIONNAIRE.

2. LE DEPARTEMENT D'ETAT DOIT NOTIFIER LE CONGRES
DE LA CESSION PROPOSEE. LE CONGRES DISPOSE D'UNE PERIODE
DE 30 JOURS POUR PROCEDER A L'EXAMEN DE LA CESSION
ENVISAGEE. SI LES DEUX CHAMBRES DU CONGRES ADOPTENT
DES RESOLUTIONS CONTRE LA CESSION, CELLE-CI NE PEUT SE
FAIRE.

3. LE PAYS CESSIONNAIRE ENVISAGE DOIT FOURNIR AU
GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS, PAR LA VOIE DIPLOMATIQUE,
L'ASSURANCE QUE LES ARTICLES RECUS NE SERONT PAS CEDES
A NOUVEAU SANS L'APPROBATION DES ETATS-UNIS.
CONFIDENTIAL

PAGE 09 STATE 260708

(L'AMBASSADE DES ETATS-UNIS A N'DJAMENA PEUT FOURNIR LE
TEXTE DES ASSURANCES REQUISES.)

4. LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS ACCORDE SON
CONSENTEMENT A LA CESSION.

DANS LES CAS PORTANT SUR LA CESSION D'ARTICLES
INITIALEMENT ACHETES PAR DES VOIES COMMERCIALES, LA
PERIODE DE 30 JOURS AUX FINS D'EXAMEN PAR LE CONGRES
N'EST PAS REQUISE.

PIECE JOINTE NO 2

SOURCES POSSIBLES D'EQUIPEMENT MILITAIRE D'ORIGINE
AMERICAINE SOLICITEES PAR LE GOUVERNEMENT DU
TCHAD

1. VEHICULES BLINDES V-150 (MITRAILLEUSEJUMRLLE,
VEHICULE PORTE-MORTIER, VEHICULE TRANSPORT DE
TROUPES, VEHICULE DE COMMANDEMENT, VEHICULES DE
TYPE SAUVETAGE SEULEMENT)

SOURCES: CAMEROUN, ARABIE SAOUDITE

COUTS ESTIMATIFS :

MITRAILLEUSE JUMEELE V-150	- \$125.000
VEHICULE PORTE-MORTIER	- \$154.000
VEHICULE TRANSPORT DE TROUPES	- \$125.000
VEHICULE DE COMMANDEMENT	- \$145.000
VEHICULE DE SAUVETAGE	- \$146.000

2. JEEPS

SOURCES: JORDANIE, IRAN, MAROC, ARABIE SAOUDITE,
ZAIRE
CONFIDENTIAL

PAGE 10 STATE 260708

COUTS ESTIMATIFS: (MODELE M151A2) \$8.500

3. CAMIONS DE 2,5 TONNES

SOURCES: ALLEMAGNE, JORDANIE, IRAN, MAROC, ARABIE
SAOUDITE, ZAIRE

COUTS ESTIMATIFS: (MODELE M35A2) \$28.000

4. AMBULANCES

SOURCES: ARABIE SAOUDITE, IRAN

COUTS ESTIMATIFS: (MODELE M718A1) \$9.500

5. VEHICULES -ATELIERS

SOURCES: ARABIE SAOUDITE

COUTS ESTIMATIFS: (MODELE 1, M109A3) \$34.000

6. AERONEFS DE TRANSPORT C-130

SOURCES: MAROC, EGYPTE, ARABIE SAOUDITE, NIGERIA,
ZAIRE, IRAN

COUTS ESTIMATIFS: PRET TEMPORAIRE

7. FUSILS DE 7,62 MM

SOURCES: BELGIQUE, ALLEMAGNE, JORDANIE, IRAN

COUTS ESTIMATIFS: (MODELE M14) \$120

8. MITRAILLEUSES DE 7,62 MM

SOURCES: BELGIQUE, MAROC, ARABIE SAOUDITE

COUTS ESTIMATIFS: (MODELE M60) \$2.100

CONFIDENTIAL

PAGE 11 STATE 260708

9. MITRAILLEUSES DE 12,7 MM

SOURCES: JORDANIE, IRAN, MAROC, ARABIE SAOUDITE

COUTS ESTIMATIFS: \$9.500

10. PISTOLETS DE 7,62 MM

SOURCES: JORDANIE, IRAN, MAROC, ARABIE SAOUDITE

COUTS ESTIMATIFS: \$215

11. MITRAILLETES DE 7,62 MM

SOURCES: JORDANIE, IRAN, MAROC, ARABIE SAOUDITE

COUTS ESTIMATIFS: \$200

12. MORTIERS DE 81 MM

SOURCES: ARABIE SAOUDITE

COUTS ESTIMATIFS: \$6.300

13. PISTOLETS ECLAIRANTS, BOUSSOLES, JUMELLES, ETUIS A CARTES

SOURCES: NON IDENTIFIABLES

COUTS ESTIMATIFS: PISTOLET ECLAIRANT - \$40

BOUSSOLE - \$55

JUMELLES - \$215

ETUI A CARTES - \$10

14. MATERIEL DE COMMUNICATION (VRC-46, VRC-47, GRA-6, GRC-106)

SOURCES: JORDANIE, IRAN, ARABIE SAOUDITE, ZAIRE

COUTS ESTIMATIFS: VRC-46: \$4.100

CONFIDENTIAL

PAGE 12 STATE 260708

VRC-47: \$5.900

GRA-6: \$ 360

GRC-106: \$18.000

15. EQUIPEMENT DE CAMPAGNE (UNIFORME, CEINTURE, CASQUE, EQUIPEMENT EN TOILE, BOTTES, SAC A DOS, CEINTURES CARTOUCHIERES, TROUSSE DE PREMIERS SECOURS, BIDON, ETC.)

SOURCES: IRAN, ARABIE SAOUDITE
COUTS ESTIMATIFS: \$200 PAR INDIVIDU

TOUS LES COUTS ESTIMATIFS INDIQUES DANS LA PRESENTE
PIECE JOINTE SONT DES COUTS D'UN ORDRE DE GRANDEUR
APPROXIMATIF ET IL SE POURRAIT QUE LES COUTS
DEFINITIFS SOIENT SENSIBLEMENT PLUS ELEVES.

PIECE JOINTE NO 3 - PROGRAMME DE VENTES MILITAIRES A
L'ETRANGER (FMS)

L'EXPRESSION "PROGRAMME DE VENTES MILITAIRES A L'ETRANGER
(FMS)" EST EMPLOYEE POUR DESIGNER LA VENTE DIRECTE DE
GOUVERNEMENT A GOUVERNEMENT D'ARTICLES ET DE SERVICES DE
DEFENSE. LESDITES VENTES SONT REGIES PAR LA LOI SUR LE
CONTROLE DES EXPORTATIONS D'ARMES, MODIFIEE. AVANT QU'UN
PAYS NE PUISSE ACHETER DES ARMES DIRECTEMENT AUPRES DU
GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS, LE PRESIDENT DOIT DETERMINER
QUE LES VENTES A CE PAYS AURONT POUR EFFET DE RENFORCER
LA SECURITE DES ETATS-UNIS ET DE PROMOUVOIR LA PAIX DANS
LE MONDE. DANS LE CAS DU TCHAD, LE PRESIDENT CARTER A
FAIT CETTE DETERMINATION LE 1ER SEPTEMBRE.

LES DEMANDES D'ACHAT D'EQUIPEMENT MILITAIRE DIRECTEMENT
CONFIDENTIAL

PAGE 13 STATE 260708

AUPRES DU GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS DOIVENT ETRE
PRESENTEES PAR LA VOIE DIPLOMATIQUE AU DEPARTEMENT D'ETAT.
LORS DE LA RECEPTION D'UNE DEMANDE, LE DEPARTEMENT D'ETAT
ENTRE EN CONSULTATIONS AVEC LES ORGANISMES COMPETENTS
DU GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS, Y COMPRIS LE MINISTERE
DE LA DEFENSE, EN VUE D'ETABLIR SI LA DEMANDE DEVRAIT
ETRE ACCEPTEE. SI LA DEMANDE EST APPROUVEE, LE DEPARTE-
MENT DE LA DEFENSE EST AUTORISE A PREPARER UN CONTRAT
DE VENTE, INTITULE LETTRE D'OFFRE ET D'ACCEPTATION
(LOA). L'ELABORATION D'UNE LOA, QUI COMPORTE L'ESTIMA-
TION DU COUT ET DE LA DISPONIBILITE, EXIGE NORMALEMENT
90 JOURS.

LORSQUE LA VALEUR DE LA LETTRE D'OFFRE POUR TOUT EQUIPE-
MENT OU TOUS SERVICES EST DE 25 MILLIONS DE DOLLARS
AU MOINS, OU LORSQU'UNE LETTRE D'OFFRE CONCERNANT
UN IMPORTANT EQUIPEMENT DE DEFENSE EST EVALUEE A 7
MILLIONS DE DOLLARS AU MOINS, LA LOA PROPOSEE EST SOUMISE
AU CONGRES EN VUE D'UNE PERIODE D'EXAMEN DE 50 JOURS
AVANT QU'ELLE NE PUISSE ETRE PRESENTEE AU GOUVERNEMENT
ETRANGER. SI LES DEUX CHAMBRES DU CONGRES S'OPPOSENT

A LA VENTE AU COURS DE LADITE PERIODE, CETTE VENTE NE PEUT AVOIR LIEU.

S'IL N'Y A PAS D'OBJECTION DE LA PART DU CONGRES, A LA SUITE DE LA PERIODE D'EXAMEN DE 50 JOURS, LA LOI PEUT ETRE PRESENTEE A LA SIGNATURE DU GOUVERNEMENT ETRANGER. LE PAIEMENT S'EFFECTUE ORDINAIREMENT AU MOMENT DE LA SIGNATURE. (LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS N'EST PAS AUTORISE A UTILISER SES PROPRES FONDS POUR FAIRE DES COMMANDES.) LE MINISTERE DE LA DEFENSE CONCLUT ALORS

UN CONTRAT AVEC UNE MANUFACTURE D'ARMES EN VUE DE LA PRODUCTION DE L'EQUIPEMENT, SI CET EQUIPEMENT N'EST PAS EN STOCK.

CONFIDENTIAL

PAGE 14 STATE 260708

PIECE JOINTE NO 4 - FINANCEMENT DE VENTES MILITAIRES A L'ETRANGER

CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS DE LA SECTION 24 DE LA LOI SUR LE CONTROLE DE L'EXPORTATION D'ARMES, LE PRESIDENT EST AUTORISE A GARANTIR LES PRETS ACCORDES AUX GOUVERNEMENTS ETRANGERS AMIS AUX FINS DE FINANCEMENT D'ACHATS DE DEFENSE AUPRES DES ETATS-UNIS. CES PRETS SONT FAITS PAR LA BANQUE FEDERALE DE FINANCEMENT, QUI RELEVE DU GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS, SOUS LA SUPERVISION DU SECRETAIRE AUX FINANCES. LES CREDITS DESTINES A CES GARANTIES SONT AFFECTES ANNUELLEMENT PAR LE CONGRES. DE TELS PRETS DOIVENT NORMALEMENT ETRE REMBOURSES DANS LES 4 A 6 ANS SUIVANT UN DELAI DE GRACE DE DEUX ANS SUR LES PAIEMENTS EN PRINCIPAL. L'INTERET APPLIQUE EST BASE SUR LE COUT DE L'ARGENT POUR LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS, QUI SE SITUE ACTUELLEMENT AU TAUX DE 7 A 8 POUR CENT. L'EMPRUNTEUR EST TENU DE VERSER UNE COMMISSION DE GARANTIE DE 1/4 DE 1 POUR CENT DU MONTANT EN PRINCIPAL DU PRET. IL N'Y A PAS DE DROITS OU COUTS ADDITIONNELS.

UNE FOIS LE PRET FMS CONCLU, CES FONDS PEUVENT ETRE UTILISES AUX FINS SOIT D'ACHATS MILITAIRES DE GOUVERNEMENT A GOUVERNEMENT, SOIT D'ACHATS DIRECTS AUPRES D'ENTREPRISES COMMERCIALES AMERICAINES. TOUTEFOIS, LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS DOIT TOUT D'ABORD APPROUVER LA LISTE DE L'EQUIPEMENT A ACHETER AVANT D'AUTORISER UN RETRAIT DE FONDS. DE TELS PRETS NE SONT PAS AUTORISES EN VUE DU FINANCEMENT DE DEPENSES COURANTES OU DE CONTRATS D'ENTRETIEN.

PIECE JOINTE NO 5 - VENTES COMMERCIALES

CONFIDENTIAL

PAGE 15 STATE 260708

DE NOMBREUX ARTICLES ET SERVICES DE DEFENSE FIGURANT SUR LA LISTE DE MUNITIONS DES ETATS-UNIS PEUVENT ETRE ACHETES DIRECTEMENT AUPRES DE MANUFACTURES COMMERCIALES, CONFORMEMENT A DES PROCEDURES RELEVANT DE L'OFFICE DE CONTROLE DES MUNITIONS DU DEPARTEMENT D'ETAT. LES ENTREPRISES DOIVENT OBTENIR AUPRES DU DEPARTEMENT D'ETAT L'APPROBATION DE TELLES VENTES, ET UNE LICENCE DU CONTROLE DES MUNITIONS EST EXIGEE POUR L'EXPORTATION DE L'EQUIPEMENT. LES MODALITES DE PAIEMENT SONT NEGOCIEES

DIRECTEMENT ENTRE LA MANUFACTURE ET L'ACHETEUR. LES CONTRATS INDIVIDUELS PREVOYANT LA VENTE COMMERCIALE D'UN EQUIPEMENT IMPORTANT DE DEFENSE NE PEUVENT DEPASSER 25 MILLIONS DE DOLLARS; LES CONTRATS D'UNE VALEUR SUPERIEURE A CE MONTANT DOIVENT SE FAIRE DE GOUVERNEMENT A GOUVERNEMENT, SELON LA PROCEDURE FMS. EN OUTRE, LES CONTRATS COMMERCIAUX PORTANT SUR UN EQUIPEMENT IMPORTANT DE DEFENSE EVALUE A 7 MILLIONS DE DOLLARS AU MOINS, OU LES CONTRATS COMMERCIAUX VISANT DES ARTICLES ET SERVICES D'UNE VALEUR SUPERIEURE A 25 MILLIONS DE DOLLARS, DOIVENT ETRE SOUMIS AU CONGRES AUX FINS D'UNE PERIODE D'EXAMEN DE 30 JOURS AVANT QU'UNE LICENCE D'EXPORTATION NE SOIT DELIVREE.

CERTAINS TYPES D'EQUIPEMENT DE TRANSPORT ET DE COMMUNICATIONS NE FIGURENT PAS SUR LA LISTE DE MUNITIONS DES ETATS-UNIS ET PEUVENT ETRE EXPORTES PAR LA MANUFACTURE AU TITRE D'UNE LICENCE GENERALE FOURNIE PAR LE MINISTERE DU COMMERCE, SANS QU'UN EXAMEN PAR LE DEPARTEMENT D'ETAT OU LE CONGRES SOIT NECESSAIRE. LE GROUPE CHARGE DES VENTES INDUSTRIELLES STRATEGIQUES RELEVANT DU BUREAU DU COMMERCE INTERNATIONAL PEUT PRETER SON CONCOURS EN VUE DE METTRE EN CONTACT LES OFFICIELS ETRANGERS AVEC LES MANUFACTURES DE L'EQUIPEMENT NE FIGURANT PAS SUR LA LISTE DE MUNITIONS. VANCE

CONFIDENTIAL

<< END OF DOCUMENT >>

Message Attributes

Automatic Decaptioning: X
Capture Date: 22-Sep-1999 12:00:00 am
Channel Indicators: n/a
Current Classification: UNCLASSIFIED
Concepts: MILITARY ASSISTANCE, AGREEMENTS, TEXT
Control Number: n/a
Copy: SINGLE
Sent Date: 01-Nov-1977 12:00:00 am
Decaption Date: 01-Jan-1960 12:00:00 am
Decaption Note:
Disposition Action: RELEASED
Disposition Approved on Date:
Disposition Case Number: n/a
Disposition Comment: 25 YEAR REVIEW
Disposition Date: 22 May 2009
Disposition Event:
Disposition History: n/a
Disposition Reason:
Disposition Remarks:
Document Number: 1977STATE260708
Document Source: ADS
Document Unique ID: 00
Drafter: AF/W:MCEATON:JWM
Enclosure: n/a
Executive Order: 11652 XGDS-3
Errors: n/a
Expiration:
Film Number: D770401-0349
Format: TEL
From: STATE
Handling Restrictions: n/a
Image Path:
ISecure: 1
Legacy Key: link1977/newtext/t197711116/baaaeuen.tel
Line Count: 581
Litigation Code IDs:
Litigation Codes:
Litigation History:
Locator: TEXT ON-LINE, TEXT ON MICROFILM
Message ID: f73a1a10-c288-dd11-92da-001cc4696bcc
Office: ORIGIN AF
Original Classification: CONFIDENTIAL
Original Handling Restrictions: n/a
Original Previous Classification: n/a
Original Previous Handling Restrictions: n/a
Page Count: 11
Previous Channel Indicators:
Previous Classification: CONFIDENTIAL
Previous Handling Restrictions: n/a
Reference: n/a
Retention: 0
Review Action: RELEASED, APPROVED
Review Content Flags:
Review Date: 19-Jul-2004 12:00:00 am
Review Event:
Review Exemptions: n/a
Review Media Identifier:
Review Release Date: n/a
Review Release Event: n/a
Review Transfer Date:
Review Withdrawn Fields: n/a
SAS ID: 426257
Secure: OPEN
Status: NATIVE
Subject: MILITARY ASSISTANCE TO CHAD
TAGS: MASS, CD, US
To: NDJAMENA INFO PARIS MULTIPLE
Type: TE
vdkgvwkey: odb://SAS/SAS.dbo.SAS_Docs/f73a1a10-c288-dd11-92da-001cc4696bcc
Review Markings:
Margaret P. Grafeld
Declassified/Released
US Department of State
EO Systematic Review
22 May 2009
Markings: Margaret P. Grafeld Declassified/Released US Department of State EO Systematic Review 22 May 2009